Référence de l'affaire (**numéro de parquet**) si vous la connaissez : _____

(il s'agit du numéro qui figure en haut de chaque courrier qui vous a été adressé par le tribunal)

Fait à : _____ Le 1____1____1____1____1

Signature

Pièces à joindre à votre demande :

- Une photocopie recto/verso de votre pièce d'identité (*carte nationale d'identité, passeport ou titre de séjour*)
- Une photocopie d'un des documents en votre possession concernant cette affaire

(exemples : convocation devant les services d'enquête ou devant le juge d'instruction, copie de jugement ou arrêt, copie de décision de classement sans suite ou de non-lieu, copie de la réponse du gestionnaire du FNAEG suite au droit d'accès).

Important :

- ▶ Cette demande ne peut pas être présentée tant que l'affaire vous concernant est en cours.
- ▶ Si vous avez été déclaré coupable ou pénalement irresponsable aux termes d'un jugement ou d'un arrêt rendu par une juridiction, la demande d'effacement anticipé des données **n'est recevable qu'à l'issue d'un délai :**
 - de 3 ans quand le délai de conservation est de 15 ans
 - de 7 ans quand ce délai est de 25 ans
 - et de 10 ans lorsqu'il est de 40 ans.

Les durées de conservation sont détaillées à l'[article R. 53-14](#) du code de procédure pénale.

- ▶ L'effacement est obligatoire :
 - si vous avez bénéficié d'une décision d'acquiescement ou de relaxe
 - si vous avez fait l'objet d'une décision non-lieu ou d'une décision de classement sans suite motivée pour une absence d'infraction, une insuffisance de charges ou pour auteur inconnu concernant des faits atteints par la [prescription de l'action publique](#).

- ▶ Sauf dans les hypothèses d'effacement obligatoire, le procureur de la République peut refuser l'effacement des données s'il estime que leur conservation apparaît nécessaire pour des raisons liées à la finalité du fichier au regard de la nature ou des circonstances de commission de l'infraction ou de la personnalité de la personne concernée.

- ▶ Le procureur de la République vous fera connaître sa décision par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande soit par lui-même, soit par le procureur de la République de votre domicile.

- ▶ A défaut de réponse dans ce délai de trois mois, ou si le procureur de la République n'ordonne pas l'effacement, vous pourrez saisir le président de la chambre de l'instruction de la cour d'appel (cf. Cerfa n° 12413*03).

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.